

### *Benjamin Mutambukah*

Les peuples autochtones de l'Ouganda comprennent d'anciennes communautés de chasseurs-cueilleurs comme les Benet et les Batwa, connus aussi sous le nom de Twa, ainsi que des groupes minoritaires comme les Ik, les Karamojong et les Basongora qui ne sont pas reconnus particulièrement comme autochtones par le gouvernement.

Les Benet, qui sont légèrement au-dessus de 8.500, vivent dans le nord-est de l'Ouganda, les 6.700 (environ) Batwa qui vivent originellement dans la région du sud-ouest ont été dépossédés de leurs terres ancestrales quand les forêts de Bwindi et de Mgahinga ont été déclarées parcs nationaux en 1991.<sup>1</sup> Les Ik sont environ 13.939 et vivent en lisière de la région Karamoja/Turkana le long de la frontière Ouganda/Kenya. Les Karamojong, au nombre de 988.429, vivent au nord-est <sup>2</sup>, les Basongora, au nombre de 15.897 sont des éleveurs de bétail vivant dans les basses terres adjacentes au Mont Ruwenzori, dans l'ouest de l'Ouganda.

Toutes ces communautés ont en commun l'expérience de la privation de terres et d'injustices historiques dues à la création, par l'État, de zones « protégées ». Elles ont connu diverses violations des droits de l'homme, y compris continuellement des expulsions forcées de la forêt et/ ou de leurs terres ancestrales sans consultation ni consentement de leurs communautés ou compensation adéquate quelconque, la violence et la destruction de leurs foyers et de leurs propriétés, y compris de leur bétail, le déni de leurs moyens de subsistance, de leur vie culturelle et religieuse par leur exclusion des terres ancestrales et des ressources naturelles. En conséquence, ils vivent continuellement leur appauvrissement, l'exploitation sociale et politique et leur marginalisation.

La Constitution de 1995 ne donne expressément aucune protection aux peuples autochtones mais son article 32 donne à l'État un devoir mandataire d'agir en faveur de groupes qui ont été historiquement désavantagés et discriminés. Cette disposition, initialement prévue en faveur des enfants, des handicapés et des femmes historiquement victimes ou discriminés, est la base légale des actions en faveur des autochtones en Ouganda<sup>3</sup>. La Loi sur la terre de 1998 et le Statut national de l'environnement de 1995 protègent les intérêts coutumiers sur la terre et les usages traditionnels des forêts. Cependant, elles autorisent aussi le gouvernement d'exclure les

---

<sup>1</sup> United Organisation of Batwa Development in Uganda (UOBDU) 2004. *Report about Batwa data*, August 2004, Uganda, p. 3

<sup>2</sup> Uganda Bureau of Statistics 2016, National and Housing and Population Census 2014 :.....

<sup>3</sup> Minority Rights Group International (MRG) 2001, Uganda : The marginalization of Minorities (p.9), [www.minorityrights.org/download.php?id=143](http://www.minorityrights.org/download.php?id=143)

activités humaines de toute zone forestière en la déclarant protégée, annulant ainsi les droits fonciers coutumiers des autochtones.<sup>4</sup>

L'Ouganda n'a pas ratifié la Convention 169 de l'OIT qui garantit les droits des peuples autochtones et tribaux dans les États indépendants et était absent, en 2007, sur le vote de la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones.



L'année 2016 n'a pas apporté de changements positifs à la vie des autochtones et des peuples minoritaires en Ouganda, particulièrement en ce qui concerne les terres qui, pendant les périodes coloniale et postcoloniale, leur ont été enlevées pour en faire des zones protégées. Le manque de sécurité de la tenure foncière est ainsi un problème clé. Les autochtones d'Ouganda continuent de souffrir de marginalisation en termes de représentation. Il faut agir plus auprès des tribunaux, des agences gouvernementales comme la Commission de l'égalité des chances et de la Communauté internationale pour assurer que les autochtones d'Ouganda reçoivent le même traitement que les autres membres de la population en termes d'accès aux services sociaux, à la justice et au droit à la terre.

---

<sup>4</sup> *Land Act* (1998), articles 2,32; and *National Environment Statute* (1995), article 46.

## **La communauté des Ik**

Le résultat le plus positif de 2016 pour les Ik fut qu'ils purent assurer, pour la première fois, l'élection d'un des leurs au Parlement ce qui renforça leur voix là où les décisions sont prises. Toutefois, leur tenure foncière reste fragile et leur sécurité est menacée par leur situation entre deux communautés qui s'entendent comme chien et chat.

Les Ik, majoritairement agriculteurs, au nombre de 13.939 individus habitent le sous-conté de Kamion, dans le district de Kaabong au nord-est. Leurs voisins dominants, les Dodoth les désignent comme Teuso ou peuple des montagnes. Le terme est considéré comme péjoratif par les Ik. Le sous-conté de Kamion est un des points chauds du conflit transfrontalier entre les communautés pastorales des Dodoth d'Ouganda et les Turkana du Kenya. Les Ik sont souvent pris entre ces deux feux ce qui les rend très vulnérables. Très fréquemment se produisent de sérieux incidents avec mort d'hommes, viols de femmes et de jeunes filles, enlèvement d'enfants. Par exemple, en mars 2016 4 personnes furent tuées à Narukeny, dans la paroisse de Kamion, et plus de 89 têtes de bétail furent perdues.

La propriété foncière des Ik est mal assurée à cause de leurs voisins, pasteurs et agriculteurs qui empiètent sur leurs terres. En outre, 70% de leurs terres ont été perdus à cause des mesures protectionnistes de l'environnement.

Les Ik ont été tenus largement en dehors des prises de décision tant au niveau local qu'à celui du gouvernement central. En 2015, cependant, le gouvernement a créé un collège électoral Ik et, en 2016, Hillary Lokwang fut élu, premier Ik membre du Parlement.<sup>5</sup> Pour la première fois, les Ik peuvent faire entendre leur voix directement, sans passer par leurs voisins Dodoth. L'une des plus graves questions posées aux Ik est la pauvreté des services reçus par la communauté. Leur actuel membre du Parlement est le premier et le seul survivant des diplômés de l'université, les autres étant morts. Beaucoup d'espairs sont placés sur le nouveau et jeune membre du Parlement pour qu'il agisse pour le développement des Ik.

## **Les Benet**

Les Benet, évalués à 8.500 personnes, appelés Ndorobo par leurs voisins, sont des communautés de chasseurs-cueilleurs. Ils sont les autochtones du Mont Elgon, situé à l'est de l'Ouganda. La communauté a une vieille querelle avec les autorités à propos de sa terre ancestrale qui a été déclarée zone protégée en 1926 sans son consentement ni recevoir de compensation. En 2005 la Haute Cour a ordonné au gouvernement de rendre la terre protégée à la communauté Benet mais cet injonction n'a, jusqu'à ce jour, pas été suivie d'effet.

Durant la campagne électorale de 2016 pour la Présidence, le Parlement et les élections locales, le candidat de la principale opposition a visité les camps sordides où les Benet sont obligés de vivre. Leurs mauvaises conditions de vie ont embarrassé le

---

<sup>5</sup> NTV September 2016 "Hillary Lokwang is the pride of his community after becoming the first Ik MP (membre du Parlement)

gouvernement qui a répondu par la visite du Premier Ministre le 11 décembre 2015 qui a, alors, promis que le gouvernement chercherait une solution immédiate en relocalisant les Benet sur d'autres terres. De plus, pour gagner les votes des Benet, la communauté fut autorisée à faire paître son bétail sur les terres forestières et au-delà, jusqu'à la montagne. La communauté a saisi cette occasion avec enthousiasme et a érigé des huttes temporaires profondément dans la forêt. Mais dès la fin des élections et la prestation de serment des nouveaux élus le gouvernement est revenu sur sa promesse et recommença à harceler, maltraiter, battre la communauté avec une vigueur renouvelée.

Ceux qui ont été trouvés en train de faire paître dans le Parc furent arrêtés et certains, comme Simon Teta et Julius Cheptoyek, furent tués. Le bétail fut confisqué et de lourdes amendes exigées pour le récupérer. Durant les mois de mai et juin 2016 des amendes d'approximativement 51.742,86 \$ américains furent imposées à la communauté. Malgré une pétition adressée au Président, les arrestations ont continué et près de 50 personnes, qui ont été relâchées, ne sont pas véritablement libres parce qu'elles doivent remettre des rapports hebdomadaires à la police de Kween.

De graves violations des droits de l'homme sont à l'ordre du jour pour les Benet. Par exemple, entre septembre et novembre 2016 deux personnes furent tuées par balles dans le district de Bukwo alors qu'elles faisaient paître leurs bêtes sur la lande, conformément à l'autorisation qu'elles avaient reçue avant les élections et en l'absence d'une pancarte d'interdiction dans le Parc. Le 28 juillet 2016, Chelangat Recho, une femme benet, fut violée par un ranger du parc, identifié ultérieurement. Les autorités n'ont pris aucune mesure contre le violeur. Dans une coquille de noix, la communauté benet continue à vivre dans la peur et l'insécurité sans savoir quand leurs malheurs finiront.

### **Les Basongora**

La communauté autochtone Basongora des basses terres, proches du Mont Ruwenzori, vit aussi dans la crainte. Ils furent expulsés à la création du Parc national Reine Elizabeth en 1952. Aujourd'hui ils vivent dans le district de Kasese où ils sont en minorité, en comparaison des Bakonzo. En plus de perdre leurs terres au profit des Bakonzo qui ne reconnaissent pas les droits des minorités, ils se voient refuser l'usage de leur langue à l'école. En décembre 2016 ils ont attaqué le gouvernement en justice demandant le retour de leur terre perdue.

De plus, le découpage électoral favorise la majorité Bakonzo et, actuellement, les Basongora n'ont aucun représentant au Parlement. Quand le gouvernement envisagea, en 2016, de subdiviser le district de Kasese (ce qui aurait conduit à la création d'un district, appelé Katwe, à dominante Basongora) la majorité s'y est véhémentement opposée et a réussi à empêcher la subdivision.

Les 25 et 26 novembre 2016, le conflit entre le royaume Rwenzururu (*Obusinga*) des Bakonzo et le gouvernement atteignit le point où les forces gouvernementales prirent d'assaut le palais du Roi (*Omusinga*), tuèrent plus de 150 gardes et arrêtèrent plus de 150 personnes, y compris l'*Omusinga* Charles Wesley Mumbere. L'incertitude de la politique actuelle dans la région n'augure pas bien pour la minorité Basongora qui est perçue comme plus favorable au gouvernement.

## **Les Batwa**

Les enfants Batwa continuent de souffrir gravement du manque d'accès à la scolarité et à abandonner l'école en 2016. Une nouvelle, cependant, plus réconfortante : deux garçons Batwa sont entrés à l'université en 2016.

***Benjamin Mutambukah** est le coordinateur de « The Coalition of Pastoralist Civil Society Organisations » (COPASCO) une organisation « parapluie » des organisations de la société civile de l'Ouganda. Il s'intéresse beaucoup aux droits des minorités et des éleveurs dans le pays.*

*Contributions from: **David Mukhwana** (active development practitioner), **Chebet Mungech** (Coordinator, Mt Elgon Benet Indigenous Ogiek Ndorobos), **Yesho Alex Arapsamson** (Chairman, Mt Elgon Benet Indigenous Ogiek Ndorobos), **Loupa Pius** (Project Officer, Dodoth Agro-pastoralist Development Organization), **Amos Isimbwa** (Elder, Basongora Group for Justice and Human Rights) and **Penninah Zaninka** (Coordinator, United Organisation for Batwa Development in Uganda).*

*Source : IWGIA 2017 The Indigenous World  
traduction pour le GITPA par **Simone Dreyfus-Gamelon***